

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20250204-DEC-DACA0124 DU 28 JUL. 2025**  
**PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE DE**  
**LA SOCIÉTÉ DIOIS GRAVIER**  
**LIEU-DIT « L'ISLE » SUR LA COMMUNE DE MONTMAUR-EN-DIOIS**

Le préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- VU** l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement. ;
- VU** l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement du 11 avril 2024 ;
- VU** le schéma régional des carrières de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté du 8 décembre 2021 ;
- VU** le schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires approuvé par arrêté du 10 avril 2020 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 09-3658 du 30 juillet 2009 autorisant la SAS DIOIS GRAVIER à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Montmaur-en-Diois au lieu-dit « l'Isle », sur une superficie de 50 294 m<sup>2</sup> et pour une durée de 15 ans ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 20240613-DEC-DACA0552 du 28 juin 2024 prolongeant l'exploitation de la carrière de la SAS DIOIS GRAVIER jusqu'au 30 juillet 2025 et modifiant le montant des garanties financières ;

**VU** le porter à connaissance déposé le 31 octobre 2024 sur la prolongation d'exploitation de la carrière de 9 ans dans le même périmètre et la modification des conditions d'exploitation et de remise en état ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 13 décembre 2024 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique du 13 janvier 2025 à 9h00 au 27 janvier 2025 à 17h00 sur la demande de prolongation et de modification des conditions d'exploitation présentée par la SAS DIOIS GRAVIER pour sa carrière de Montmaur-en-Diois ;

**VU** l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Montmaur-en-Diois en date du 17 décembre 2024 ;

**VU** l'avis favorable de la Communauté de Communes du Diois en date du 16 janvier 2025 ;

**VU** les avis et observations exprimés dans le cadre de la participation du public par voie électronique ;

**VU** les réponses apportées à ces avis et observations ;

**VU** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture et dans la presse ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 02 juillet 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 29 avril 2025 et sa réponse du 20 mai 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la remise en état finale restera de type naturelle avec 3 plans d'eau et une zone semi-lacustre ;

**CONSIDÉRANT** que l'extraction se fera dans les mêmes conditions d'exploitation que celles prévues par l'autorisation susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que la production maximale autorisée passera de 45 000 t/an à 30 000 t/an avec une production moyenne de 22 500 t/an ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

L'article 1 : Autorisation de l'arrêté n°09-3658 du 30 juillet 2009 est remplacé par l'article suivant :

#### **Article 1 :** Autorisation

La SAS DIOIS GRAVIER, sise Les Satayas – Aix-en-Diois, 26150 SOLAURE-EN-DIOIS, est autorisée sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter l'activité désignée ci-après, sur le territoire de la commune de MONTMAUR-EN-DIOIS au lieu-dit « L'Isle », sur une superficie de 5 ha 02a 94 ca dans les limites définies sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté.

Désignation de l'installation	Volume de l'activité	Rubrique de la nomenclature	Classement
Exploitation d'une carrière alluvionnaire en eau	Production maximale de 30 000 tonnes par an Production moyenne de 22 500 tonnes par an	2510.1	Autorisation

Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande d'autorisation du 10 juillet 2008 et du porter à connaissance du 31 octobre 2024 et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

## **Article 2 :**

Dans l'article 2 : Caractéristiques de l'autorisation de l'arrêté n°09-3658 du 30 juillet 2009, la phrase : « L'autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la notification du présent arrêté, remise en état incluse, et uniquement dans les périodes s'étendant du 1<sup>er</sup> septembre au 30 juin » est remplacée par la phrase suivante :

*« L'autorisation est accordée jusqu'au 30 juillet 2034 remise en état incluse et uniquement dans la période s'étendant du 1<sup>er</sup> septembre au 30 juin. Les périodes d'extractions seront préférentiellement réalisées sur la période septembre-octobre ».*

Le dernier paragraphe de l'article 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

*« La hauteur moyenne de banc exploitable est de 6 m ;*

*la cote NGF limite en profondeur est de 456,70 m au nord, 457,50 m au centre et 460,80 m au sud, pour une épaisseur d'extraction maximale de 8 m au sud à 11 m au nord (épaisseur des terres de découverte incluse) ;*

*Les réserves estimées exploitables sont de l'ordre de 100 000 m<sup>3</sup> (soit environ 180 000 tonnes), la production moyenne annuelle est de 22 500 tonnes et maximale annuelle de 30 000 tonnes ».*

## **Article 3 :**

L'article 6.4 – « Accès à la carrière » de l'arrêté n° 09-3658 du 30 juillet 2009 est remplacé par l'article suivant :

### **6.4 – Accès à la carrière**

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. En particulier, la sortie sur la route départementale 93 sera aménagée et signalée conformément aux préconisations des services techniques départementaux.

Le marinage des matériaux pourra être réalisé via la piste située entre la carrière et l'installation de traitement des matériaux sise lieu-dit « Satayas » à Solaure-en-Diois.

L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité.

## **Article 4 :**

L'article 7.8 – Milieu naturel de l'arrêté n° 09-3658 du 30 juillet 2009 est remplacé par l'article suivant :

### **7.8 – Milieu naturel :**

Outre les précautions mentionnées à l'article 7.7 à respecter lors des travaux de réfection de la digue, les mesures suivantes doivent être appliquées :

- les plans d'eau n° 1 et 2 dont l'exploitation est terminée sont mis en défens. Les secteurs remis en état ne seront plus modifiés hormis pour de l'entretien de la végétation ;
- la limite des plans d'eau n°1 et 2 (secteurs non végétalisés) sera matérialisée avec un merlon interdisant leur accès avec le maintien d'une berge de 2 m de largeur ;
- un linéaire de front sera reconstitué à l'ouest de la carrière en faveur des Guépriers d'Europe ;
- un balisage des fronts colonisés par les guépriers d'Europe sera réalisé en lien avec la LPO ;
- lors de la remise en état finale du plan d'eau n°3 une zone semi-lacustre sera créée conformément au plan de remise en état de l'annexe 4 ;
- un dispositif empêchant efficacement et en permanence, au niveau du chenal d'évacuation mentionné à l'article 7.4, la libre circulation du poisson entre la rivière Drôme et le plan d'eau n°1 est mis en place. L'état de ce dispositif doit ensuite être régulièrement vérifié. De plus aucune espèce ne doit être introduite dans le plan d'eau ;
- une perméabilisation des clôtures pour la petite faune autour du site sera réalisée ;
- un biotope de substitution pour l'avifaune est mis en place par l'exploitant sur un terrain situé sur la commune de Saint Roman (parcelle AC 409) au lieu-dit « Le Bez ». Ce lieu sera maintenu en friche avec un entretien régulier et un suivi de la nidification sera effectué en lien avec la LPO. En fonction des résultats de ce suivi, qui seront communiqués à l'inspection des installations classées, des mesures supplémentaires seront redéfinies si nécessaire ;

– des relevés faunistiques et floristiques (3 à 4 fois par an) seront réalisés au sein de la carrière et de la parcelle AC 409 sur la commune de Saint Roman, une transmission annuelle de ces relevés sera réalisée auprès de l'inspection des installations classées, du service EHN de la DREAL ([pme.ehn.drealara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pme.ehn.drealara@developpement-durable.gouv.fr)) et du gestionnaire du site Natura 2000 ;

– en cas de découverte d'espèces exotiques envahissantes (notamment floristiques) au sein de la carrière des mesures de gestion seront mises en place ;

– un comité de suivi avec la collectivité en charge de la gestion du réseau Natura 2000 et des associations de protection de l'environnement est mis en place.

#### **Article 5 :**

L'article 8.2 – Remblayage de l'arrêté n°09-3658 du 30 juillet 2009 est remplacé par l'article suivant :

##### **8.2 – Remblayage**

La remise en état sera effectuée uniquement par l'utilisation des terres de découverte, des stériles d'exploitations et boues issues du lavage des matériaux du site. Aucun apport de matériaux ou de déchets inertes extérieurs n'est autorisé.

#### **Article 6 :**

L'Annexe 4 « Plan de remise en état » de l'arrêté préfectoral n°09-3658 du 30 juillet 2009 est remplacé par l'annexe I du présent arrêté.

Les annexes 6 à 8 de l'arrêté préfectoral n°09-3658 du 30 juillet 2009 sont remplacées par l'annexe II du présent arrêté.

Le point 2 – « Montant » de l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral n°09-3658 du 30 juillet 2009 est remplacé par :

##### **2. Montant**

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chaque période est fixé à :

– période 1 (2025-2029) : 32 369 €

– période 2 (2029 – 2034) : 35 809 €

#### **Article 7 : Délais et voies de recours – Publicité – Exécution**

##### **7.1 Délais et Voies de Recours**

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

## **7.2 Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de MONTMAUR-EN-DIOIS pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de MONTMAUR-EN-DIOIS fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

## **7.3 Exécution – Notification**

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de MONTMAUR-EN-DIOIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

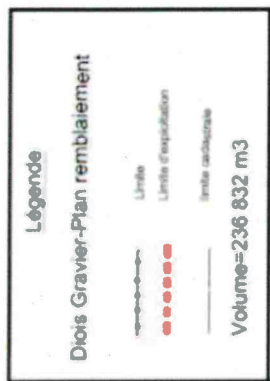
Fait à Valence, le **28 JUL. 2025**

Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

**GYRI MOREAU**

## Plan de remise en état



Au pour être annexé  
305004-DEC-DACAD-24  
n° du 28 JUL. 2025

**le Préfet**



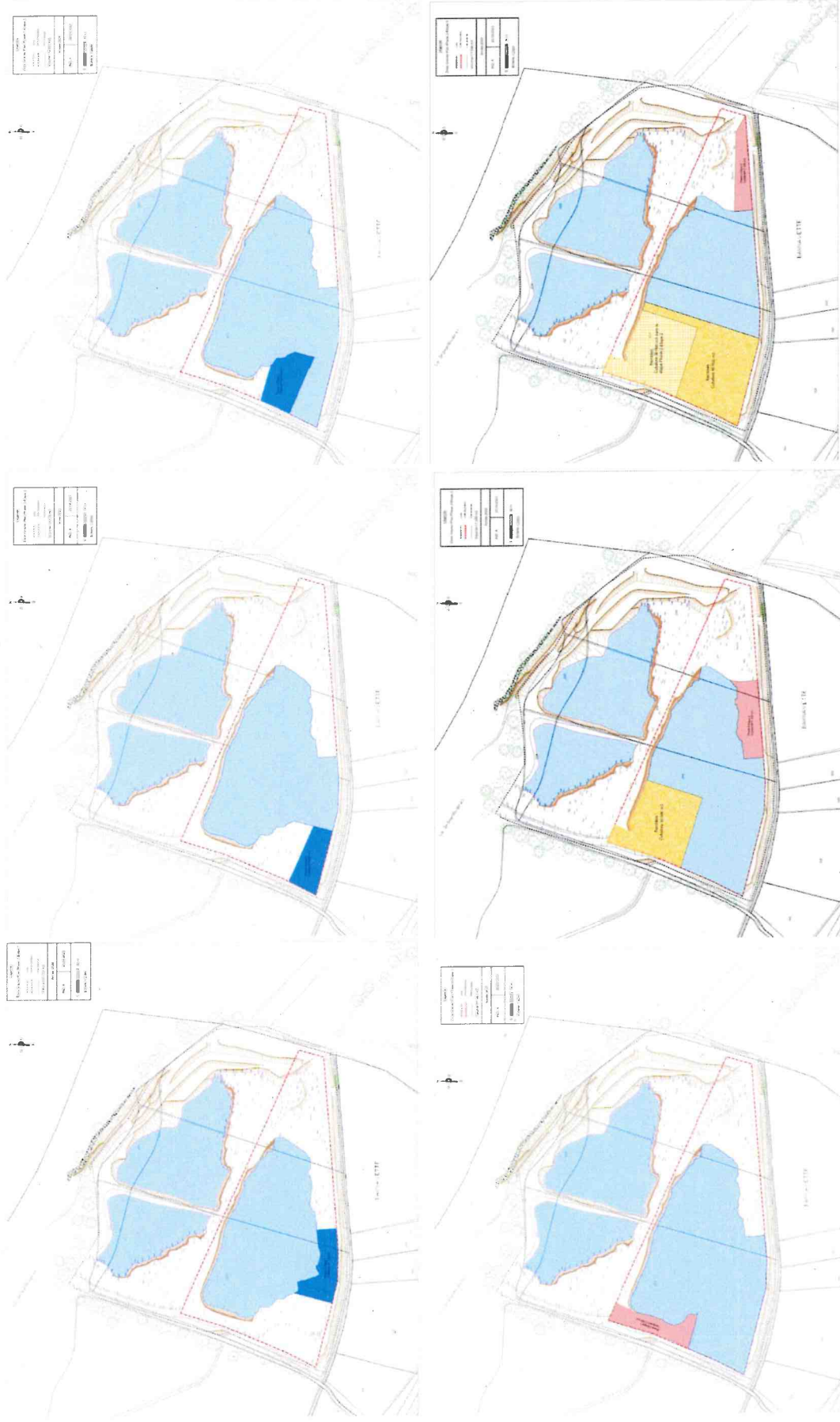
★ Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général.

**Cyril MOREAU**



# ANNEXE II de l'arrêté n°20250204-DEC-DACA0124 du 28 JUL. 2025

Phasage d'exploitation et de remise en état



Vu pour être annexé  
à l'arrêté n°20250204-DEC-DACA0124  
du 28/07/2025  
Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Cyril MOREAU  
le Préfet

# Phasage d'exploitation et de remise en état

